

le fonds pour le droits humains mondiaux

les droits humains, ils en valent la peine

Associations ayant obtenu une subvention auprès du Fonds pour les Droits Humains Mondiaux en 2005

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mary Robinson
présidente

Mary Ann Stein
présidente fondatrice

Mariclaire Acosta
Kermal Ahmed
Holly Cartner
Hina Jilani
Josh Mailman
Chidi Anselm
Odinkalu
Mona Younis

One Farragut Square
South
1634 I Street NW
Suite 1001
Washington, DC
20006

202 347 7488
202 783 8499 fax

Regan E. Ralph
directrice

Sarah B. Barnes
coordinatrice

Mona Khan
responsable des programmes

David Mattingly
responsable adjoint des programmes

Cristina M. Villegas
responsable du développement

2005: Subventions accordées en Algérie

Association Nationale des Familles des Disparus (ANFD)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités comprennent la documentation des cas de disparitions forcées opérées par les forces de sécurité étatiques et le travail de plaidoyer en faveur de la création d'une commission vérité indépendante chargée d'enquêter sur les disparitions et de poursuivre en justice leurs auteurs.

Bnat Fatma N'Soumer

10 000 dollars pour le projet de Bnat Fatma N'Soumer (Femmes d'Ici et d'Ailleurs) consistant à fournir un soutien juridique aux femmes victimes de violences familiales et de violations de droits humains dans la Mitidja, région déchirée par la violence.

Collectif de femmes du Printemps Noir

5 000 dollars pour le projet du Collectif de femmes du Printemps Noir consistant à fournir aux femmes victimes de violences une aide juridique leur permettant de poser plainte contre leurs agresseurs et à publier un bulletin sur les droits des femmes.

Djazairouna

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités comprennent le soutien juridique et psychologique aux personnes dont les droits humains ont été bafoués et l'organisation d'une campagne en faveur de la création d'une commission vérité indépendante qui enquêterait sur les crimes commis et poursuivrait en justice les auteurs de ces violations.

SOS Femmes en Détresse

10 000 dollars pour le projet de SOS Femmes en Détresse consistant à fournir une aide juridique aux femmes victimes de violences et à informer les

www.globalhumanrights.org

femmes, les autorités locales et les associations de développement sur les droits de la femme.

2005: Subventions accordées au Bangladesh

Association droit à l'environnement du Bangladesh (*Bangladesh Environmental Law Association/BELA*)

20 000 dollars pour le projet de BELA consistant à mener des actions en justice, à organiser des campagnes de presse et de sensibilisation et à assurer des formations aux droits humains pour protéger le droit à un environnement sain.

Centre de recherche et de développement pour les populations autochtones (*Centre for Indigenous Peoples Research & Development/CIPRAD*)

10 000 dollars pour cette association qui aide les communautés autochtones à développer leurs compétences dans le domaine des droits humains.

Centre de réhabilitation des survivants de la torture (*Centre for Rehabilitation of Torture Survivors/CRTS*)

5 000 dollars pour le projet du CRTS consistant à renforcer les capacités institutionnelles de l'association qui veut mettre fin à l'usage de la torture au Bangladesh.

Nagorik Uddyog (*NU*)

25 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent à faire de l'éducation aux droits humains par la formation, à organiser des groupes de jeunes et à fournir un soutien juridique permettant de promouvoir les droits des paysans pauvres.

Parittran

5 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui assure la promotion des droits des minorités ethniques grâce à des campagnes de sensibilisation, à des actions en justice et à l'organisation de groupes de base.

2005: Subventions accordées en République Démocratique du Congo

Arche d'alliance

10 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association travaillant au Sud-Kivu et dont les activités comprennent la documentation des violations des droits humains, la sensibilisation aux droits humains, l'aide juridique aux victimes de viols et la proposition de réformes juridiques en faveur des droits de la femme.

Femmes juristes pour la défense des droits de la femme et de l'enfant (FJDF)

9 000 dollars de soutien au projet de cette association consistant à créer un centre de soutien juridique à Butembo pour les victimes de violences sexuelles au Nord-Kivu.

Association des Jeunes Femmes du Maniema

10 000 dollars de soutien au projet de cette association consistant à promouvoir les droits civils et politiques des femmes par l'organisation de groupes de base, par la formation aux droits humains et par l'utilisation des médias au Maniema.

Centre d'études Juridiques Appliqués

10 000 dollars de soutien au projet de cette association consistant à promouvoir les droits des femmes au Nord-Kivu.

Solidarité pour la Promotion Sociale et la Paix (SOPROP)

15 000 dollars de soutien au projet de cette association consistant à former des femmes aux droits humains et à faire de l'éducation civique au Nord-Kivu.

Haki Za Binadamu Maniema

10 000 dollars de soutien au projet de cette association consistant à mener une campagne de sensibilisation aux droits humains au Maniema.

Bureau pour le Volontariat au Service de l'Enfance et de la Santé (BVES)

10 000 dollars de soutien au projet de cette association consistant à faciliter les échanges d'expérience entre organisations de base en matière de monitoring, de documentation et de rédaction des rapports sur les violations des droits de l'enfant au Sud-Kivu.

2005: Subventions accordées au Guatemala**Bureau d'aide juridique publique (*Bufete Jurídico Popular*)**

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à fournir une aide juridique gratuite aux communautés de Rabinal pauvres et déchirées par la violence afin qu'elles trouvent une solution non violente aux conflits fonciers et aux violences familiales pour guérir des cicatrices laissées par la guerre civile.

Association pour la promotion et le développement communautaire (*Asociación para la Promoción y el Desarrollo de la Comunidad/CEIBA*)

25 000 dollars pour le projet de CEIBA consistant à assurer la promotion des droits humains dans deux municipalités de Huehuetenango, par des formations assurées aux organisations communautaires et aux fonctionnaires municipaux.

Coordination nationale des veuves du Guatemala (*Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala/CONAVIGUA*)

20 000 dollars pour le projet de CONAVIGUA consistant à assurer en continu la formation et l'aide technique de ses membres de base en matière de dénonciation des violations des droits humains et d'élaboration de propositions faites au gouvernement, et pour faire en sorte que les inquiétudes exprimées au niveau local soient prises en compte dans les campagnes nationales de plaidoyer de CONAVIGUA.

Fondation Myrna Mack

20 000 dollars pour son projet consistant à aider les associations de défense des droits humains à poursuivre en justice les auteurs d'actes de discrimination envers les populations autochtones et pour demander une réforme du système de la justice.

Plateforme agraire (Plataforma Agraria)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation (coalition d'organisations locales et d'organisations non gouvernementales nationales) qui fait des propositions précises pour transformer l'économie rurale tout en respectant les droits humains.

Association des femmes Ixqik de Peten (*Asociación de Mujeres de Petén Ixqik*)

15 000 dollars pour son projet mené dans l'ouest du Petén et consistant à fournir une aide juridique aux survivants de la violence sexiste et à faire de la sensibilisation sur la violence dans les communautés rurales.

Association des personnes déplacées du Rio Negro (*Asociación Campesino Río Negro 13 de Marzo, Maya Achi ASCRA*)

15 000 dollars pour son projet consistant à mener une campagne pour obtenir réparation de la part du gouvernement Guatémaltèque et de la Banque Mondiale pour les communautés qui ont subi les conséquences de la construction du barrage de Chixoy .

Centre d'action juridique pour les droits humains (*Centro de Acción Legal en Derechos Humanos/CALDH*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités comprennent une aide juridique aux communautés autochtones qui souhaitent poursuivre en justice de hauts fonctionnaires des deux gouvernements précédents pour génocide et autres crimes contre les populations autochtones du Guatemala.

Action Droits

25 000 dollars pour ce projet qui consiste à apporter une aide financière et technique aux associations communautaires autochtones qui exigent du gouvernement guatémaltèque de demander leur aval avant d'autoriser l'extraction minière sur leurs terres ancestrales ou non loin.

2005: Subventions accordées en Guinée

Organisation Guinéenne de Défense des Droits de l'Homme et du Citoyen (OGDH)

15 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités comprennent la collecte d'information sur les violations des droits humains et leurs dénonciation, l'aide juridique et l'éducation en droits humains.

Subventions accordées en Inde

2005

Association pour le plaidoyer et les initiatives juridiques (*Association for Advocacy and Legal Initiatives/AALI*)

10 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à mener des campagnes d'information et à apporter une aide juridique pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes dans l'Uttar Pradesh.

ASTHA/Association des femmes fortes seules (*ASTHA/Association of Strong Women Alone/ASWA*)

24 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association de femmes du Rajasthan composée de plus de 17 000 veuves ou femmes séparées à faible revenu qui s'entraident pour défendre leurs droits (droit à vivre en toute dignité, à posséder des terres, à avoir accès à une aide étatique et à utiliser la loi pour défendre leurs droits).

Centre public de recherches BHASHA (*BHASHA Research and Public Centre*)

10 000 dollars pour le projet de BHASHA consistant à promouvoir les droits des tribus nomades.

Groupe d'action et de recherche sur l'environnement du Chintan (*Chintan Environmental Research and Action Group*)

5 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à organiser les personnes qui vivent du tri des ordures pour qu'elles exigent d'avoir le droit de travailler sans que la police les harcèle et dans un environnement non contaminé par des produits toxiques.

Fonds pour l'éducation, la recherche et la sensibilisation (*Community Awareness Research and Education Trust/CARE Trust*)

10 000 dollars pour le projet de CARE Trust qui combat la discrimination dont sont victimes les groupes minoritaires dans le Tamil Nadu dévasté en 2004 par le tsunami et qui assure la promotion de leurs droits économiques, sociaux et civiles.

Centre d'enquête sur la santé et des sujets semblables (*Centre for Enquiry into Health and Allied Themes/CEHAT*)

20 000 dollars pour le projet du CEHAT qui consiste à tester l'utilisation d'un nouveau kit et protocole de l'agression sexuelle, à en former les utilisateurs et à promouvoir son utilisation à Maharashtra, Goa et Karnataka, ainsi qu'au niveau régional.

CREA/Tehreek

7 000 dollars pour le projet de CREA/Tehreek consistant à promouvoir l'organisation de groupes de base de défense des droits de la femme, à faire de l'éducation aux droits humains, à travailler au niveau juridique et à développer des réseaux en Uttar Pradesh.

Groupe d'action dynamique (*Dynamic Action Group*)

20 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à former les militants intouchables, à surveiller, documenter et dénoncer les violations des droits humains en Uttar Pradesh.

Elgar

www.globalhumanrights.org

30 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association basée à Maharashtra dont les activités consistent essentiellement à apporter une aide juridique et à mobiliser la communauté en faveur des droits fonciers, des droits du travail et des droits aux ressources.

FIRM

20 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association basée à Kerala dont les activités assurent la promotion des droits des travailleurs de l'industrie du sexe, des minorités sexuelles et des personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Jan Vikas

20 000 dollars de soutien à son centre de ressources dans l'Uttar Pradesh pour identifier, former et parrainer des militants des droits humains travaillant en faveur des droits humains des groupes marginalisés, y compris les musulmans, les intouchables et les femmes en Uttar Pradesh.

Association nationale des vendeurs des rues (National Association of Street Vendors/NASVI)

14 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui défend les droits des vendeurs des rues grâce à ses campagnes, ses formations et les dossiers qu'elle défend en justice.

Nisarga

7 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui assure la vulgarisation des droits fonciers et sociaux auprès des ouvriers agricoles pauvres de l'Andhra Pradesh.

People's Watch

40 000 dollars pour le projet de People's Watch consistant à lutter contre la pratique de la torture grâce à la vulgarisation, la formation et à mener une campagne visant l'adoption d'une politique qui assurerait la prévention de l'utilisation de la torture dans le Tamil Nadu (25 000 dollars) et au niveau national (15 000 dollars).

Point de vue/Sangram (*Point of View/Sangram*)

25 000 dollars pour le projet géré en commun par POV et Sangram consistant à promouvoir les droits des travailleurs de l'industrie du sexe grâce à la formation, le théâtre populaire et des campagnes d'information du public.

Safai Karamchari Andolan

10 000 dollars pour le projet de Safai Karamchari Andolan consistant à faire appliquer l'interdiction de collecter les excréments à la main.

Samarthan

20 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à mener des campagnes pour défendre et promouvoir les droits des pauvres, parmi lesquels les femmes, les enfants, les ouvriers agricoles, les intouchables, les dalits et les tribus nomades du Maharashtra.

SANGAMA

30 000 dollars pour le projet de Sangama consistant à réaliser une campagne de vulgarisation et une campagne juridique aux niveaux étatique (Karnataka) et national en faveur des droits des minorités sexuelles.

Centre de recherche et d'action sociale (*Social Action and Research Center/SARC*)

10 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui assure la promotion des droits humains de la femme.

Shramajivee Mahila Samity (SMS)

25 000 dollars de soutien au fonctionnement général de SMS et à son projet consistant à mobiliser les groupes pauvres, apporter une aide juridique et obtenir l'amélioration des lois protégeant les femmes contre la violence dans l'Est du Bengale.

Centre de solidarité (*Solidarity Center/SC*)

15 000 dollars pour le projet de SC consistant à aider de nouveaux groupes de base à développer une perspective reposant sur les droits humains et à apprendre à mobiliser les communautés pauvres par la formation en matière d'organisation et de travail dans le domaine des droits humains dans le Gujarat et le Rajasthan.

Utthan

15 000 dollars pour le projet d'Utthan consistant à promouvoir les droits civils, politiques, économiques et sociaux des femmes au niveau local dans l'État du Gujarat.

Vanangana

10 000 dollars pour le projet de cette association consistant à pousser les communautés à se mobiliser et à apporter un soutien juridique et social pour protéger les femmes contre la violence dans les régions reculées de l'Uttar Pradesh.

Vidhayak Sansad

25 000 dollars pour le projet de Vidhayak Sansad consistant à assurer des formations sur les droits humains, à faire de l'éducation civique, à apporter une aide juridique pour aider à l'organisation des paysans pauvres et pour obtenir des modifications de la politique actuelle de façon à ce qu'elle respecte les droits des intouchables dans les régions rurales pauvres du Maharashtra.

Yakshi

22 000 dollars pour le projet de cette association consistant à assurer des formations aux droits humains et des programmes d'éducation civique et à chercher à obtenir des modifications de la politique actuelle de façon à ce qu'elle respecte les droits des intouchables aux niveaux de l'état (Andhra Pradesh) et du pays.

2005: Subventions attribuées au Libéria

Association internationale des femmes handicapées (*Association of Disabled Females International, ADFI*)

www.globalhumanrights.org

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à collecter les informations prouvant l'existence des discriminations et des violences dont sont victimes les femmes et les enfants handicapés, à rendre publiques ces violations et à faire pression pour que des changements concrets aient lieu au niveau local et national afin que les personnes handicapées jouissent de droits plus nombreux.

Association des avocats libériens spécialisés en droit de l'environnement/Avocats verts (*Association of Environmental Lawyers of Liberia/Green Advocates/AELL*)

25 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à renforcer la capacité des communautés rurales à surveiller, étayer et dénoncer les violations du droit à un environnement sain, à sensibiliser l'opinion publique sur l'ampleur de la corruption qui sévit dans le secteur public, corruption liée à l'exploitation des ressources naturelles et à déposer plainte pour que soient appliquées les lois en matière d'environnement et de droits humains.

Association des avocats libériens spécialisés en droit de l'environnement/Avocats verts (*Association of Environmental Lawyers of Liberia/Green Advocates/AELL*)

26 000 dollars pour son projet consistant à créer un mouvement national de défense et de promotion du droit à un environnement sain en fournissant une aide financière et technique à cinq associations locales du Libéria du Sud. Celles-ci pourront ainsi plus facilement toucher les communautés rurales pauvres, étayer, surveiller et dénoncer les violations des droits humains et avoir ainsi des outils dans les procès engagés et dans les campagnes nationales.

Association des avocates libériennes (*Association of Female Lawyers of Liberia/AFELL*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à organiser des actions en justice et des campagnes médiatiques, à assurer des formations et une éducation civique sur les droits des femmes, des enfants et des autochtones. L'AFELL soutient par exemple les femmes et les enfants qui ont été victimes de violences sexuelles et qui ont déposé plainte et mène une campagne pour le respect des droits de succession de la femme.

Compagnie de théâtre Flomo (*Flomo Theater Production*)

10 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à utiliser le théâtre populaire pour faire de la sensibilisation aux problèmes de droits humains et à leurs violations au niveau local.

Précurseurs des droits universels de l'enfant à survivre (*Fore-runners of Children's Universal Rights for Survival/FOCUS*)

10 000 dollars pour son projet consistant dans le sud-est du Liberia à former la population aux droits humains et à les aider à s'organiser pour les défendre et ainsi promouvoir l'accès à la justice et remettre en cause les pratiques traditionnelles qui violent les droits humains.

Fondation pour les droits humains et la démocratie (*Foundation for Human Rights and Democracy/FOHRD*)

20 000 dollars pour le projet de FOHRD consistant à dénoncer la corruption et ses conséquences sur les droits humains, sensibiliser les responsables politiques et le public à ces problèmes et proposer des réformes dans la gestion des ressources nationales, la construction de la paix et les efforts de reconstruction.

Surveillance de la démocratie au Libéria (*Liberia Democracy Watch/LDW*)

25 000 dollars pour son projet mené en collaboration avec la Fondation pour la dignité internationale (FIND) et consistant à faire fonctionner un centre national de ressources pour les organisations de défense des droits humains.

Mouvement pour la paix et la réconciliation au Liberia (*MOPAR*)

5 000 dollars pour son projet consistant à promouvoir dans l'est du Libéria les droits de la femme en formant aux techniques de documentation et de surveillance des violations des droits humains des femmes leaders dans leurs communautés et en aidant les organisations locales de femmes à mieux s'organiser afin d'identifier leurs problèmes communs et développer des stratégies pour les résoudre.

Réinsertion post-conflit pour le développement et l'autonomisation (*Post-Conflict Reintegration for Development and Empowerment/PRIDE*)

10 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation qui assure la formation en droits humains et fournit des conseils aux anciens combattants et travaille à la promotion de processus efficaces de désarmement et de réintégration.

Institut du développement durable (*SDI*)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation du sud-est du Libéria, dont les activités consistent notamment à fournir aux communautés locales les informations et les outils dont elles ont besoin pour parer aux violations des droits humains et du droit à un environnement sain au niveau local.

Zorzor District Women Care (*ZODWOCA*)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation du Nord du Libéria, dont les activités consistent notamment à faire connaître aux femmes les nouvelles lois en matière de succession garantissant le droit des femmes à la propriété et ceci pour qu'elles puissent remettre en cause les pratiques traditionnelles discriminatoires envers les femmes.

2005: Subventions attribuées au Mexique

Centre de soutien aux travailleurs (*Centro el Apoyo al Trabajador*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent notamment à informer les travailleurs du secteur maquila sur leurs droits en tant que travailleurs, à les former pour la défense de ces droits et à collecter des informations sur les pratiques abusives des entreprises afin de présenter ces données comme preuves devant les tribunaux nationaux et internationaux.

Centre mexicain de droit de l'environnement (*Centro Mexicano de Derecho Ambiental/CEMDA*)

20 000 dollars pour le projet du CEMDA consistant à présenter à la justice nationale et internationale des cas permettant la promotion du droit à un environnement sain et à former des associations de défense des droits humains et des communautés locales sur les techniques d'utilisation du droit de l'environnement dans la défense des droits humains.

Centre des femmes (*Centro Mujeres*)

www.globalhumanrights.org

25 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent notamment à parrainer de jeunes gens qui sont des leaders dans la communauté, à assurer des formations sur le droit à la santé destinées au personnel médical et aux fonctionnaires et à plaider en faveur de l'adoption de politiques gouvernementales qui protègent et promeuvent les droits à la santé reproductive et sexuelle aux niveaux local, étatique et national.

Centre de recherches économiques et politiques et d'action communautaire (*Centro de Investigaciones Económicas y Políticas de Acción Comunitaria/CIEPAC*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation qui a notamment pour activité la diffusion d'informations et d'instruments permettant une meilleure organisation auprès des communautés pauvres autochtones du Chiapas. Les droits élémentaires de ces communautés à subsister et à utiliser les ressources naturelles sont en effet menacés par la mondialisation offensive des grosses entreprises et par les projets de développement promus par les institutions financières internationales.

Réseau des défenseurs communautaires du Chiapas (*Chiapas Community Defenders Network*)

20 000 dollars pour son projet consistant à fournir une formation juridique aux défenseurs communautaires des droits des autochtones qui luttent pour que leurs communautés puissent obtenir plus facilement justice et qui dénoncent la discrimination au sein de l'appareil judiciaire.

Choisir (*Elige*)

20 000 dollars pour soutenir le projet d'Elige consistant à promouvoir les droits génésiques et les droits sexuels des jeunes dans la ville de Mexico en informant les jeunes sur leurs droits et en incitant les services municipaux et le gouvernement à garantir l'accès à des services sanitaires liés à la sexualité et aux droits génésiques.

Centre des droits humains Fray Bartolome de las Casas

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités englobent la documentation, l'éducation et le soutien juridique pour remédier aux violations des droits humains actuelles et passées au Chiapas, ainsi que la recherche et la promotion de politiques publiques respectant les droits des populations autochtones.

Institut de droit de l'environnement (*Instituto de Derecho Ambiental/IDEA*)

20 000 dollars pour soutenir le projet d'IDEA consistant à promouvoir le droit à un environnement sain en fournissant un soutien juridique aux communautés affectées par la pollution du Lerma - Chapala - Santiago – Pacífico Valley.

Institut pour la sécurité et la démocratie (*Instituto de Seguridad y Democracia/INSyDE*)

25 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités comprennent l'organisation de consultations entre des organisations de défense des droits humains, des responsables gouvernementaux, des journalistes, des universitaires et des experts en matière de sécurité pour partager leurs idées sur la meilleure manière de démocratiser les forces de police et renforcer la capacité de la société civile à surveiller, analyser et développer des propositions concrètes sur la réforme de la sécurité publique.

Centre des droits humains Prodh (*Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez/Prodh*)

25 000 dollars pour soutenir le projet du Centre Prodh de plaidoyer et de centre de vigilance afin de faire respecter les droits humains en identifiant et en prenant avantage des opportunités qui se présentent pour promouvoir la réforme du système judiciaire, l'État de droit et les droits économiques, sociaux et culturels.

Projet Media du Chiapas (*Promedios*)

20 000 dollars pour soutenir le projet de Promedios consistant à apprendre aux communautés autochtones du Chiapas et du Guerrero à utiliser les moyens vidéos existant pour étayer les violations des droits humains, à utiliser l'Internet pour être en contact avec les médias nationaux et internationaux et pour communiquer avec les associations internationales de défense des droits humains.

Centre de défense des droits humains Tlachinollan (*Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités comportent la promotion et la défense des droits des populations autochtones de l'état de Guerrero. Ceci grâce au soutien juridique, au travail de plaidoyer auprès des décideurs politiques, à la résolution de conflits et à l'éducation aux droits humains menée auprès des communautés et des associations autochtones.

Réseau Guerrero des organisations civiles de défense des droits humains (*Red Guerrerense de Organismos Civiles de Derechos Humanos*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent notamment à coordonner la campagne visant à mettre fin aux disparitions forcées dans le Guerrero et à apporter une aide technique aux petites organisations de défense des droits humains qui ont peu de ressources.

Justice pour nos filles (*Justicia para Nuestras Hijas*)

15 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à apporter une aide juridique aux familles des victimes de violences sexistes dans le Chihuahua et à faire de la sensibilisation au niveau national et international aux centaines de meurtres non éclaircis de jeunes femmes dans la partie Nord du pays.

Réseau d'organisations de défense des droits humains « Tous les droits humains pour tous » (*Red de Organizaciones de Derechos Humanos "Todos los Derechos para Todos"*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de ce réseau, dont les activités consistent à apporter une aide technique aux 52 associations qui en sont membres et à relayer leurs inquiétudes et leurs propositions de façon à ce qu'elles soient entendues dans le débat politique national.

Commission des droits humains et du travail de la vallée du Tehuacán (*Comisión de Derechos Humanos y Laborales del Valle de Tehuacán*)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à documenter les violations des droits du travail commises sur les jeunes travailleurs autochtones et à plaider en faveur d'une réelle application des protections des droits du travail.

2005: Subventions accordées au Maroc

Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM)

15 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à fournir une aide technique aux associations locales de défense des droits de la femme et à rassembler des données de terrain sur la violence à l'égard des femmes pour pousser les autorités à appliquer dans leur intégrité les lois assurant la promotion des droits de la femme.

Association Épanouissement Féminin (AEF)

5 000 dollars pour le projet d'AEF consistant à mener une campagne d'information sur les droits de la femme dans les quartiers défavorisés de Casablanca pour aider les femmes à connaître leurs droits et à accéder plus facilement au système judiciaire.

Amis et Familles des Victimes de l'Immigration Clandestine (AFVIC)

15 000 dollars pour le projet de l'AFVIC consistant à fournir une aide juridique aux migrants subsahariens qui pourront ainsi faire respecter par les autorités les droits dont ils jouissent en vertu de la législation marocaine sur l'émigration et à assurer des formations sur les droits des migrants auprès des associations de défense des droits humains et de développement.

Association Amal pour la Femme et le Développement

10 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités comprennent le soutien juridique aux femmes victimes de violence et le soutien aux femmes les plus vulnérables d'El Hajeb à devenir de plus en plus autonomes.

Association Marocaine des Droits Humains (AMDH)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association, dont les activités comprennent la mobilisation de ses 6 000 membres répartis sur tout le territoire pour exiger que le gouvernement mène une politique plus protectrice des droits humains (15 000 dollars) et pour le projet de l'AMDH qui consiste à protéger les droits des migrants subsahariens qui vivent dans les forêts près de Tanger (\$5,000).

Association Amna pour la protection des femmes victimes de violence

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à informer les femmes de Tanger, au Nord du Maroc, de leurs droits et à fournir une aide juridique aux femmes qui sont victimes de violences afin de les aider à porter plainte contre leurs agresseurs.

Aquarium

15 000 dollars pour le projet de l'Association Théâtre Aquarium consistant à produire une pièce de théâtre sur la violence à l'égard des femmes qui sera jouée dans les régions rurales, les centres d'écoutes et les prisons du Maroc pour informer les femmes de leurs droits et des services d'aides juridiques existant qui peuvent les aider à porter plainte contre leurs agresseurs.

Association de Recherche Féminine pour le Développement (ARFEDEC)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à promouvoir les droits de la femme dans le Nord du Maroc en facilitant la participation des femmes dans la conception et la réalisation de projets de développement et en fournissant une aide juridique aux femmes victimes de violence.

Association El Amane pour le Développement de la Femme

15 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association qui cherche à faire concrètement appliquer la réforme de la Moudawana (Code de la famille) à Marrakech et dans les zones rurales voisines en informant les femmes de leurs droits, en les aidant à recourir au système judiciaire et en travaillant avec d'autres associations de défense des droits humains pour informer les responsables politiques des violations des droits de la femme qui continuent à avoir lieu.

Forum Marocain pour la Vérité et la Justice

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à faire en sorte que l'Instance Équité et Réconciliation fasse la lumière sur les graves violations des droits humains commises entre 1956 et 1999 et que le processus de réconciliation aboutisse à des réformes du système judiciaire qui empêcheront que dans l'avenir de telles violations ne soient de nouveau commises par l'État.

Initiative pour la Promotion des Droits de la Femme Meknès (IPDFM)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à apporter une aide juridique aux femmes victimes de violence et à faire pression sur les autorités locales et régionales de Mekhnès pour qu'elles appliquent les lois qui protègent les droits des femmes.

Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH)

15 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités comprennent la promotion des droits humains et de l'État de droit par l'information de la population et la formulation de recommandations en matière de réformes judiciaires.

Réseau Amazigh pour la Citoyenneté

10 000 dollars pour le projet du Réseau Amazigh pour la citoyenneté qui consiste à promouvoir l'adoption de politiques étatiques qui respectent et protègent les droits des berbères (Amazigh) parlant la langue Amazigh.

2005: Subventions accordées au Pakistan

Récompense (*Award*)

5 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à organiser des formations professionnelles et des programmes générateurs de revenus, à faire de l'éducation aux droits humains et à organiser des groupes militants parmi les femmes pauvres et les populations marginalisées des régions rurales dans le Punjab au Pakistan.

Commission Démocratique du Développement Humain (*Democratic Commission on Human Development/DCHD*)

20 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à diffuser des informations et à assurer des formations sur les droits humains pour les militants locaux et lancer des campagnes de défense des droits humains aux niveaux local, national et international.

Institut des pratiques et des études de développement (*Institute for Development Studies and Practices/IDSP*)

30 000 dollars pour le projet d'IDSP consistant à fournir des formations et à faire de la sensibilisation pour promouvoir la participation civique et les droits économiques et sociaux des femmes dans le Balochistan.

Centre de Ressources Interactives (*Interactive Resource Center/IRC*)

20 000 dollars pour le projet d'IRC permettant de faire de la sensibilisation aux droits humains par les médias en aidant certains groupes à créer des documentaires et des pièces de théâtre qui rassemblent des informations sur les problèmes des droits humains locaux, favorisent le dialogue communautaire et sont au coeur de campagnes visant à résoudre ces problèmes.

Noor Education Trust (NET)

10 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à fournir une aide juridique, un abri et un soutien psychosocial aux femmes victimes de violences dans la province frontière du Nord-ouest.

Panah Trust

10 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à fournir une aide juridique, un abri et un soutien psychosocial aux femmes victimes de violences dans la province de Sindh.

Association de plaidoyer en faveur du développement du Potohar (*Potohar Organization for Development Advocacy/PODA*)

20 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent essentiellement à assurer des formations et faire de la vulgarisation aux droits humains, à créer un réseau rural assurant un plaidoyer et à favoriser la collaboration entre associations de défense des droits humains rurales et urbaines.

Soofi Sanchal Sarmast Welfare Association (SSSWA)

5 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à assurer la sensibilisation et à offrir des prestations dans le domaine de la santé génésique, à organiser des cours informels destinés aux femmes et aux petites filles, à former des groupes de bases villageois ou communautaires pour soutenir les activités de développement menées par les femmes et pour combattre la violence à l'égard de la femme.

Vision

30 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui essaie d'assurer la promotion des droits et du bien-être des groupes marginalisés en Asie du Sud (minorités sexuelles,

travailleurs de l'industrie du sexe, enfants) et pour que ses projets puissent se perfectionner pour arriver au niveau d'associations semblables et établir un collectif d'avocats défendant les droits de l'enfant.

Association des femmes travailleuses (*Working Women Organization/WWO*)

10 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui poussent les femmes à se mobiliser pour défendre leurs droits sur leurs lieux de travail.

2005: Subventions attribuées en Sierra Leone

Mouvement Initiative Amazone (*Amazonian Initiative Movement/AIM*)

8 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont le travail consiste à promouvoir la participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux et leurs droits à ne pas subir de violences que ce soit violences sexuelles, mariage forcé ou excision. Ses activités comptent notamment l'organisation de groupes de base, l'aide juridique et psychosociale ainsi que la sensibilisation aux problèmes de santé et de droit.

Campagne pour la bonne gestion des affaires publiques

10 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent notamment à renforcer la capacité des associations de la société civile à obtenir du gouvernement une transparence suffisante, à promouvoir l'adoption de lois compatibles avec la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à faire pression sur le gouvernement pour qu'il mène une politique plus respectueuse des droits des femmes en collectant des informations sur les violences dont elles sont victimes.

Centre pour la démocratie et les droits humains (*Center for Democracy and Human Rights/CDHR*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent notamment à rassembler des preuves sur les violations des droits humains et à les faire connaître, à assurer des formations, à faire de la sensibilisation, à organiser des groupes de base en faveur des droits des femmes et des enfants dans le Nord du pays, à mener des enquêtes sur les centres de détention dans le Nord, dans l'Est et dans le Sud de la Sierra Leone.

Association pour la gestion des conflits et le développement (*Conflict Management and Development Associates/CMDA*)

30 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette association qui fait pression sur le gouvernement pour qu'il mette en oeuvre les recommandations faites par la Commission Vérité et réconciliation en menant une campagne de sensibilisation de l'opinion publique et en coordonnant le travail des associations de la société civile pour que des actions soient menées en commun.

Association Internationale de Défense des enfants de Sierra Leone (*DCI-SL*)

10 000 dollars pour le projet de cette association qui consiste à rassembler des preuves sur les violations des droits humains commises envers les enfants dans le système judiciaire et pour piloter

www.globalhumanrights.org

dans le sud du pays un centre pour enfants qui leur offre une aide psychosociale et juridique et une formation professionnelle et ainsi assurer le bien être des enfants des rues et faire respecter leurs droits.

Forum des femmes africaines éducatrices (*Forum for Africa Women Educationalists/FAWE*)

20 000 dollars pour le projet de FAWE consistant à contester l'impunité dont profitent les auteurs de violences sexuelles et familiales et à mobiliser ses sections locales en Sierra Leone pour soutenir la mise en oeuvre des recommandations faites par la Commission Vérité et Réconciliation.

Fondation pour la dignité Internationale (*Foundation for International Dignity/FIND*)

40 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à collecter des informations sur les violations des droits des réfugiés et des personnes intérieurement déplacées (PID) en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée et à renforcer la capacité des associations à protéger leurs droits.

Accès à la justice par des femmes aspirant à l'égalité des droits et à la justice sociale (*Legal Access Through Women Yearning for Equality Rights and Social Justice/LAWYERS*)

15 000 dollars pour leur projet consistant à mener des enquêtes, entamer des actions en justice et lancer des initiatives pour promouvoir l'accès à la justice des femmes et des jeunes filles en Sierra Leone.

Réinsertion post conflit pour le développement et l'autonomisation (*Post-Conflict Reintegration for Development and Empowerment/PRIDE*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités comprennent la formation, l'éducation et le conseil auprès des anciens combattants et qui travaille avec la Cour Spéciale.

Programme de contrôle des tribunaux en Sierra Leone (*Sierra Leone Court Monitoring Programme/SLCMP*)

10 000 dollars pour son projet qui consiste à obliger le système judiciaire à rendre compte de son fonctionnement en surveillant les procédures engagées par les tribunaux, la Commission Anticorruption et la Cour Spéciale.

Association des homosexuels et des lesbiennes de Sierra Leone (*Sierra Leone Lesbian and Gay Associatio/SLLGA*)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont l'objectif est de mettre fin à la discrimination qui sévit dans le système judiciaire et le système de santé envers les lesbiennes, les homosexuels et les transsexuels sierra léonais.

Timap for Justice (*Timap*)

20 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à fournir une aide juridique aux communautés rurales par le biais d'un réseau de juristes issus des communautés dans plusieurs chefferies du Nord et du Sud de la Sierra Leone.

Unis pour la protection des Droits Humains (*United for the Protection of Human Rights/UPHR*)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation, dont les activités consistent notamment à sensibiliser aux droits humains les femmes des communautés rurales (District de Port Loko) dans le Nord de la Sierra Leone pour que les autorités locales protègent et fassent avancer les droits de la femme.

Action des femmes pour la dignité humaine (*Women's Action for Human Dignity/WAHD*)

5 000 dollars d'aide au fonctionnement général de cette organisation qui cherche notamment à sensibiliser la population aux droits humains et à organiser les groupes locaux pour donner aux femmes des régions rurales de la Sierra Leone du Nord les connaissances et les outils dont elles ont besoin pour exiger le respect de leurs droits, notamment celui d'hériter de biens immobiliers et le droit à l'éducation.

2005: Subventions accordées en Ouganda

Priorité droits humains (*Human Rights Focus /HURIFO*)

15 000 dollars pour son projet consistant à rassembler des informations sur les cas d'enlèvements et de viols des petites filles par les forces rebelles dans le Gulu (Nord de l'Ouganda) et à lancer une campagne pour les éradiquer.

Bureau Madame Sirène (*Lady Mermaid Bureau/LMB*)

10 000 dollars pour son projet consistant à rassembler des informations sur les violations des droits humains des travailleurs de l'industrie du sexe et pour utiliser ces informations afin de sensibiliser les responsables politiques et l'opinion publique à la nécessité de protéger les droits de ce groupe particulièrement vulnérable.

Association des femmes de Kaabong (*Kaabong Women's Group Organization/KWGO*)

7 000 dollars pour son projet consistant à promouvoir les droits de la femme grâce à l'éducation aux droits humains, l'aide juridique et l'organisation des groupes locaux de défense des droits humains dans la région de Karamoja située dans le Nord-Est de l'Ouganda.

Justice and Rights Associates (*JRA*)

9 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui offre des consultations juridiques gratuites aux victimes de violations des droits humains essentiellement dans le Nord de l'Ouganda et qui travaille aussi à l'adoption de lois et de politiques protectrices des droits humains au niveau national.

Amis des orphelins (*Friends of Orphans/FRO*)

5 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association dont les activités consistent entre autres à défendre les droits des ex enfants soldats, des orphelins et des personnes enlevées dans le Nord de l'Ouganda. FRO apporte un soutien psychosocial et une aide à la réinsertion et cherche à faire respecter les droits des femmes à la propriété, à la santé et à l'éducation et ainsi mettre fin aux violences dont les femmes et les enfants sont victimes.

Militantes pour la paix de Teso (*Teso Women Peace Activists/TEWPA*)

5 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association basée dans la région de Teso dans le Nord-Est de l'Ouganda, dont les activités consistent notamment à promouvoir les droits de la femme en organisant des groupes locaux, en documentant, surveillant et dénonçant les cas de violations des droits humains commis par l'Armée de Résistance du Seigneur et les Karamonjog, en militant en faveur de réformes dans le domaine de la propriété, l'éducation et l'accès à la justice.

Droit et plaidoyer pour les femmes en Ouganda (*Law and Advocacy for Women in Uganda/LAW*)

5 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui assure la promotion des droits de la femme en offrant une aide juridique et en militant en faveur de réformes juridiques et politiques au niveau national.

Isis/ Échanges interculturels entre femmes (*Isis – Women's Cross-Cultural Exchange/ISIS-WICCE*)

10 000 dollars de soutien au fonctionnement général de cette association qui assure la participation des femmes dans les processus de paix et de réconciliation, assure des formations, fournit une aide technique et aide les militants des droits de la femme à travailler en réseau en Afrique de l'Est et en Afrique Centrale.